NEW DEAL 4 EUROPE

Réunion au PARLEMENT EUROPEEN à BRUXELLES : LA SOCIETE CIVILE RENCONTRE LE PE le 15 MARS 2016

Nicole Fondeneige (intervenante du Pacte Civique à la réunion)

Note initialement destinée aux membres du Groupe Europe du Pacte Civique

La séance a été ouverte par **Jo Leinen**, MEP et Président du Mouvement Européen International (MEI), puis **Gianni Pitella**, Président du groupe socialiste, une salle du groupe socialiste ayant été mise à disposition. Les députés présents venaient du groupe socialiste et de la GUE (Barbara Spinelli) –allemand (Jo Leinen) et principalement italiens ou espagnols. Remarque : aucun des pays d'Europe du Nord ou de l'Est, ni des groupes ALDE ou PPE. Dans l'assistance : des Français, Belges, Italiens, Espagnols, Allemands, de sensibilité socialiste ou écologiste, des représentants syndicaux y compris de la CES (même remarque sur le peu de diversité géographique ou politique). Jean-Francis Billion a excusé 3 députés français qui avaient écrit (Sylvie GOULARD, Jean-Marie CAVADA et Vincent PEILLLON).

Lucio Levi, premier signataire de la Pétition, a rappelé la constitution de 10 comités nationaux, le soutien à *ND4E* de 68 ONG, 13 syndicats, 126 Maires de grandes villes, 47 personnalités du monde de la culture et 50 membres du Parlement européen. A la suite de l'ICE, la pétition (qui sera examinée par la commission des pétitions du PE) demande un plan pour l'emploi, avec la création d'emplois nouveaux et stables, particulièrement pour les jeunes, dans les secteurs stratégiques des énergies renouvelables, de la préservation de l'environnement, de l'héritage historique et culturel et de la sécurité. Un constat : le Plan Juncker est insuffisant et bloque sur les ressources propres (taxes sur les transactions financières et sur les émissions de CO2 ainsi que d'*euro project bonds).* Insistance sur le moment crucial d'actualité et la montée des mouvements populistes lors des élections partielles en Allemagne, les risques de retours en arrière, le fossé entre les citoyens et les institutions, le manque de parole d'une seule voix de l'Europe qui n'est pas une puissance globale, l'absence de diplomatie par rapport au Moyen-Orient et à l'Afrique.

La parole a été ouverte à l'assistance composée des membres de la **société civile européenne** (une trentaine de personnes)
Dans le domaine du travail : demande de sortir de la compétitivité par les coûts et mettre l'accent sur la recherche et le développement, intégrer les plus pauvres, promouvoir un travail "décent", y compris dans le secteur de l'agriculture, risque de recul des droits des travailleurs dans le "deal" entre Cameron et le Conseil européen.
Parmi les interventions liées à des considérations écologiques : demande de la suppression des subventions eux énergies fossiles et critique de la proposition de W. Schäuble d'instituer une taxe sur l'essence pour financer les coûts liés à l'immigration.
Urgence de reconvertir des fonds (certains étant sous-utilisés) pour faire face aux problèmes climatiques et un plan massif d'intégration des réfugiés, en augmentant les fonds structurels et le FSE.
Les dossiers sur les ressources propres ont pris du retard : il y a des blocages de certains pays et le parlement est mis à l'écart.
La pétition agglomère des demandes diverses et donne prétexte à des refus de signatures lorsqu'on n'est pas d'accord sur tout : exemple refus de soutien des syndicats allemands à cause de la référence à une taxe carbone.

Ont été soulignés :

- la nécessité d'une bonne coordination entre les députés qui soutiennent *ND4E* dans les différents domaines de leurs dossiers,
- faire des propositions qui unissent : dire peu et au bon moment
- profiter de la révision à mi-parcours du cadre financier : imposer un débat inter-institutionnel
- mettre l'accent sur les ressources propres de l'UE et budget de la zone euro
- se référer au travail du groupe présidé par Mario Monti http://ec.europa.eu/budget/mff/hlgor/index_fr.cfm

J'ai pu prendre la parole brièvement pour expliquer la génèse du Pacte civique en 2011 et la pertinence de la réflexion menée à la veille des échéances de 2017. L'impression donnée dans les discours que l'Europe impose alors que les décisions sont prises par les chefs d'Etat avec des préoccupations nationales, l'inquiétude face au manque de volonté de trouver des ressources propres avec l'exemple des pays se retirent du projet de coopération sur la mise en place d'une TTF (voir ci-dessous)

(AE) FISCALITÉ : L'AUTRICHE VEUT MAINTENIR CE QU'IL RESTE DE LA COOPÉRATION RENFORCÉE SUR LA TTF

Bruxelles, 12/02/2016 (Agence Europe) - Le Ministre autrichien des Finances, Hans Joerg Schelling, a déclaré, jeudi 11 février à l'agence Bloomberg, vouloir trouver des solutions, lors d'une réunion en mars, pour éviter que d'autres pays ne quittent la coopération renforcée sur la taxe sur les transactions financières.
L'Estonie écrira une lettre dans les prochaines semaines pour notifier formellement au Conseil et à la Commission son départ, après avoir reçu, comme les autres États membres, l'avis du service juridique du Conseil disant qu'il n'y avait pas de procédure spécifique pour quitter une coopération renforcée.
Plus tôt dans l'année, la Belgique laissait également entrevoir des doutes sur le maintien de sa participation au groupe des dix États restants. Elle craint un impact négatif sur les fonds de pension et l'économie réelle, mais également sur le projet de mettre en place une union des marchés des capitaux. La Slovénie craint pour sa part que la TTF ne lui rapporte pas suffisamment de recettes par rapport aux coûts de sa mise en oeuvre. Une coopération renforcée requiert la participation de neuf États. Plusieurs sources reconnaissent que, si ces deux pays devaient abandonner, ils le feraient ensemble.
« Si certains pays quittent (la coopération renforcée), nous n'aurons plus rien à discuter », a encore dit M. Schelling à Bloomberg, précisant toutefois que, dans l'accord politique, les États étaient clairs sur le fait que la TTF sera mise en oeuvre uniquement si les revenus à en tirer sont assez élevés. (Elodie Lamer)

(AE) FISCALITÉ. L'AUTRICHE VEUT DÉFINIR DES OBJECTIFS DE REVENUS POUR LA TTF

Bruxelles, 15/02/2016 (Agence Europe) -Le Ministre autrichien des Finances, Hans Jûrg Schelling, voudrait fixer entre 15 et 20 milliards d'euros l'objectif en termes de revenus que devrait rapporter la future taxe sur les transactions financières (TTF).
Dans une lettre transmise récemment à ses collègues, M. Schelling, qui préside les réunions sur la TTF au niveau ministériel, estime que la future taxe devrait lever suffisamment de revenus pour en valoir l'effort. «Cependant, jusqu'ici, nos réunions se sont principalement concentrées sur des exemptions. Par nature, elles réduisent les revenus et augmentent le fardeau administratif», a-t-il écrit, estimant que ces exemptions seraient tout de même nécessaires. « Pour avoir un équilibre entre les revenus et le fardeau administratif, nous devrions définir un objectif en termes de revenus », écrit encore M. Schelling. La Commission, explique-t-il, estimait que sa proposition initiale permettrait de lever 34 milliards pour la zone des Dix. Compte tenu des modifications déjà apportées au texte, le ministre suggère alors de fixer l'objectif entre 15 et 20 milliards d'euros. Il propose à ses pairs une réunion en marge de l'Eurogroupe ou du Conseil Écofin de mars. La proposition laisserait toutefois perplexe. Au sein d'une délégation, on explique qu'un tel objectif n'a pas de sens et que la clé de distribution sera également problématique. (Elodie Lamer)